

Informations internationales sur le front des migrations et luttes des SP (8.12.2019)

- **La répression de migrant.e.s par le fait direct ou indirect de l'UE en Grèce, en Bosnie Herzégovine et en Croatie,**
 - **La saga des vedettes pour appuyer les garde-côtes de Libye,**
 - **La question de l'accueil des étudiants étrangers extra-communautaires en France même.**
 - **L'appel des EGM à la manifestation du 18/12, journée internationale des migrants**
- **Un complément au point "Débats de fond, en cours ou à engager " de l'OJ du 11/12 de la commission Migrations**
 - **1ères régularisations arrachées par la lutte des SP de Chronopost94**

Communiqué de Claude Calame
Directeur d'études - Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales
Centre AnHiMA (Anthropologie et Histoire des Mondes Antiques, UMR 8210)
2 Rue Vivienne - F-75002 Paris - Tél.: ++331/47038426, Fax: ++331/47038411
claude.calame@unil.ch

1/ De la part de Vicky Skoumbi:

<https://www.coe.int/en/web/commissioner/-/commissioner-seeks-information-from-the-greek-government-on-its-plans-to-set-up-closed-reception-centres-on-the-aegean-islands>

<https://www.courrierdesbalkans.fr/courrierdesbalkans-fr-fil-info-refugies-2019-novembre>

2/ De la part de Philippe Wannesson:

Bosnie-Herzégovine : les migrants du camp de Vučjak en grève de la faim

Alors que la neige s'est mise à tomber en Bosnie-Herzégovine, les conditions dans le camp de Vučjak, déjà misérables, ont empiré. Depuis mardi, plusieurs migrants qui tentent de survivre dans le camp refusent de boire et de s'alimenter pour protester contre la situation. Un membre de l'équipe mobile de la Croix-Rouge de Bihac a déclaré à Klix.ba qu'ils avaient refusé d'avalier le repas chaud préparé mardi matin et de boire du thé.

« Nous avons faim, nous mourons, mais nous n'irons nulle part ailleurs en Bosnie-Herzégovine. Nous exhortons l'UE à ouvrir ses frontières », a déclaré l'un des migrants. Outre la nourriture, ils refusent également de nouvelles tentes – sous le poids de la neige, plusieurs se sont déjà écroulées – et des couvertures.

La Commissaire aux droits humains du Conseil de l'Europe, Dunja Mijatović, a demandé mardi la fermeture immédiate du camp.

Bosnie-Herzégovine : la neige est tombée sur le camp de Vučjak

4 décembre - 8h30 : Les premières neiges sont tombées sur le camp de Vučjak, où survivent 800 à 1000 réfugiés, très mal vêtus, souvent sans chaussures. Plusieurs tentes fournies par le Croissant-Rouge turc se sont effondrées sous le poids de la neige.

3/ Le forum des migrations co-organisé par l'École normale supérieure et l'Institut Convergence migrations

poursuit ses activités. Le thème de la prochaine séance sera :

****L'accueil des étudiants étrangers****

Elle aura lieu le jeudi 12 décembre de 17h à 20h à l'École normale supérieure, salle des Actes (escalier A, 1er étage).

Nous aurons le plaisir d'y recevoir :

- Guillaume Tronchet, chercheur associé à l'Institut d'histoire moderne et contemporaine (IHMC) et fellow de l'IC Migrations

- Ghislain de Labbey, étudiant normalien, membre du programme « étudiant invité à l'ENS »

Sous la présidence de Lama Kabbanji, chargée de recherche à l'IRD, fellow de l'IC Migrations.

L'entrée sera libre et gratuite dans la limite des places disponibles, sans réservation préalable.

Pour toute demande de précision, n'hésitez pas à vous adresser à Antonin.Durand@ens.fr

Antonin Durand

Coordinateur scientifique à l'IC Migrations, chercheur associé à l'ENS.

4/ De : Claire Rodier <rodier@gisti.org>

Objet : [Migreurop] La France renonce à la livraison de bateaux à la Libye

Date : 2 décembre 2019 10:43:31 UTC+01:00

Au mois d'avril 2019, huit associations, dont Migreurop, ont saisi la justice française pour dénoncer la complicité de la France dans les violations des droits humains en Libye. Elles demandaient la suspension d'une livraison d'équipements prévue par le ministère des Armées à destination des garde-côtes libyens. Voir : [L'État français livre des bateaux à la Libye : des ONG saisissent la justice !](#)

In April 2019, eight associations, including Migreurop, brought an action before the French courts to denounce France's complicity in human rights violations in Libya. They requested the suspension of a delivery of equipment planned by the Ministry of the Armed Forces to the Libyan Coast Guard. [France delivers boats to Libya : NGOs demand justice !](#)

Nous venons d'apprendre que le gouvernement français a décidé de renoncer à cette livraison :

La France renonce à la livraison de bateaux à la Libye : une victoire qui doit marquer un tournant dans la coopération sur la politique migratoire !

Dans le cadre du recours introduit par nos associations devant la cour administrative d'appel de Paris, la ministre des Armées, Florence Parly, vient d'annoncer qu'elle renonçait à la livraison de six bateaux au profit des garde-côtes libyens, livraison que nous contestions. Nous nous félicitons de l'abandon de cette initiative qui aurait fait de la France la complice officielle des crimes commis sur les personnes migrantes et réfugiées en Libye.

Nous avons, en avril dernier, engagé une action en justice afin d'empêcher la livraison, annoncée en février 2019 par la ministre des Armées, de six bateaux au profit des garde-côtes libyens. Nous dénonçons, depuis plusieurs années, les conséquences de la coopération entre les pays de l'Union européenne et la Libye pour les personnes migrantes et réfugiées piégées dans un véritable enfer.

Ces pressions juridiques et publiques ont fait céder le Gouvernement : il ne donnera pas suite à cette promesse de coopération qui aurait octroyé aux garde-côtes les moyens logistiques de ramener les migrants dans ce pays où ils sont soumis aux pires sévices. Ce renoncement est avant tout une victoire pour des hommes, femmes et enfants que ces bateaux auraient reconduits vers un pays où ils couraient le risque d'être à nouveau détenus, torturés, violés.

Après l'abandon de ce projet, nous devons exiger de la France qu'elle pose des conditions strictes à toute coopération bilatérale et européenne avec la Libye afin que les droits et la sécurité des personnes migrantes et réfugiées soient garantis et respectés. Tant que ces dernières seront retenues en Libye dans des conditions inhumaines, la France et les autres pays européens devront renoncer à toute forme de collaboration ayant pour conséquence de les maintenir ou de les refouler en Libye.

Lundi 2 décembre 2019

Organisations signataires :

Amnesty International France, Asgi (Associazione per gli Studi Giuridici sull'Immigrazione), La Cimade, Gisti, Ligue des droits de l'Homme, Médecins Sans Frontières France, Migreurop

5/ Libye, Journée de la Marine : l'Italie livre dix nouveaux patrouilleurs

par ALESSANDRA ZINITI

La Repubblica, 04 novembre 2019

La marine libyenne a célébré le 57e anniversaire de sa fondation en prenant possession des dix nouveaux petits patrouilleurs fournis par l'Italie. La cérémonie s'est déroulée à la base Abu Sitta de Tripoli le samedi 2 novembre dernier, jour même de l'expiration du Mémoire d'Entente Italie-Libye, que le gouvernement italien a choisi de renouveler pour les trois prochaines années, demandant des changements pour assurer le respect des droits humains des milliers de migrants interceptés par les garde-côtes libyens et renvoyés dans des centres de détention où ils sont détenus dans des conditions inhumaines et victimes de toutes formes de violence.

La livraison des patrouilleurs qui enrichissent ainsi la flotte des garde-côtes fournis et entraînés par l'Italie a été promise et annoncée pour la fin de l'été par l'ancien ministre de l'Intérieur Matteo Salvini dans un des derniers comités nationaux d'ordre et de sécurité qu'il préside. Au cours des deux dernières années, près de 40 000 migrants ont été interceptés et ramenés par les Libyens avec des interventions dans la région de Sar sous le contrôle de Tripoli, mais qui, d'après les enquêtes menées à Agrigente, est en fait géré par la marine italienne. Les photos des dix nouveaux patrouilleurs livrés lors de la cérémonie ont été diffusées par la Marine Lybienne et relancées depuis le site d'observation Migrant Rescue Watch.

Hier, le ministre libyen des Affaires étrangères Mohamed Taher Siala a reçu l'ambassadeur italien Giuseppe Buccino Grimaldi, détenteur de la note verbale par laquelle l'Italie a demandé la création du Comité italo-libyen présidé par les ministres de l'Intérieur et des Affaires étrangères des deux pays, et confirmé que la Libye va examiner les amendements proposés par l'Italie et "décider" si les approuver conformément aux intérêts supérieurs du Gouvernement et du peuple libyens. En ce qui concerne les modifications apportées au mémorandum, la ministre de l'Intérieur, Luciana Lamorgese, fera rapport à l'Assemblée mercredi après-midi.

Traduit avec www.DeepL.com/Translator

6/ English article by journalist Andrew Connelly , published in Foreign Policy, copied below

https://foreignpolicy.com/2019/12/06/croatia-is-abusing-migrants-while-the-eu-turns-a-blind-eye/?fbclid=IwAR3xHfs4Mr5sREVxa5enWhNE_2mLPSFSR6vG136tRPntD3RHxtx7kAxkSI

[FR]

"En décembre 2018, la Commission européenne a annoncé qu'elle allouait 6,8 millions d'euros à la Croatie pour "renforcer la surveillance des frontières et les capacités répressives", y compris un "mécanisme de contrôle" visant à garantir que les mesures à la frontière sont "proportionnées et pleinement conformes aux droits fondamentaux et à la législation européenne sur l'asile".

Selon des sources au sein de la Commission européenne, 300 000 euros ont été affectés au mécanisme, mais la Croatie ne pourra en évaluer les résultats qu'après le dépôt d'un rapport attendu début 2020. Les détails de la surveillance demeurent vagues. Un porte-parole de l'agence des Nations Unies pour les réfugiés en Croatie a déclaré que l'agence n'était pas impliquée. Le Croatian Law Center, autre grande organisation non gouvernementale, a également confirmé qu'il ne jouait aucun rôle à jouer dans ce mécanisme. Qui ne semble donc être rien de plus que de la poudre aux yeux".

Dans la lignée des larges manifestations du 18 décembre 2018, impulsées par plus de 250 organisations locales et nationales et auxquelles les Etats Généraux des Migrations s'étaient jointes, les organisateur.rice.s de la campagne « Égaut, Égales, Personne n'est illégal » se mobilisent de nouveau le 18 décembre 2019 pour la journée internationale des migrants. Cette année encore, les Etats Généraux des Migrations soutiennent cet appel et encouragent ses membres partout en France à se joindre aux mobilisations ! Les mots d'ordre : égalité des droits pour toutes et tous et liberté de circulation.

MERCREDI 18 DÉCEMBRE 2019 18H

JOURNÉE INTERNATIONALE DES MIGRANT-E-S

Nous, Collectifs de Sans-Papiers et MigrantEs, Syndicats, Associations, Collectifs de solidarité, États Généraux des Migrations, Marche des Solidarités appelons à des manifestations et rassemblements le 18 décembre, journée internationale des migrantEs.

Nous marcherons toutes et tous ensemble pour affirmer avec encore plus de vigueur : « Égaut, Égales, personne n'est illégal ».

→ Nous marcherons pour la ratification par la France de la « convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille » adoptée par l'ONU le 18 décembre 1990 et qui vise à garantir l'égalité de traitement entre travailleurs et travailleuses françaisEs et immigréEs.

→ Nous marcherons pour stopper la montée des nationalismes, le développement du fascisme et de toutes les formes de racisme.

→ Nous marcherons en mémoire des dizaines de milliers de femmes, d'enfants et d'hommes mortEs sur les routes de la migration, victimes des frontières et des politiques meurtrières des gouvernements des pays les plus riches de la planète et de leurs complices.

→ Nous marcherons pour la liberté de circulation, pour la fin du système de Dublin, l'abandon de la Directive retour et la fermeture des centres de rétention.

→ Nous marcherons contre l'idée fautive que l'immigration crée du dumping social, pour la régularisation des sans-papiers et pour l'égalité des droits de toutes et tous.

→ Nous marcherons pour soutenir et amplifier les grèves et luttes des Sans-Papiers pour obtenir leur régularisation et la justice sociale.

→ À l'heure où le gouvernement annonce des mesures sans précédent : immigration



« choisie », privation – pour les demandeurs d'asile – d'accès à la protection maladie pendant les trois premiers mois après le dépôt de leur demande, durcissement des conditions d'accès à l'Aide Médicale d'État (AME), nous marcherons pour affirmer que l'égalité ne se discute pas, elle doit être mise en œuvre, maintenant.

→ C'est la précarisation générale et la remise en cause des acquis sociaux par les politiques répressives et d'austérité menées par les gouvernements successifs, spécialement celui d'Emmanuel Macron, qui exacerbent les discours de haine, accroissent la pauvreté et le repli sur soi dans la population.

→ C'est en luttant ensemble que nous pourrions nous battre efficacement pour une société meilleure, solidaire et égalitaire.

SIGNATAIRES :

DISPM, OSP 75, OSP 98, OSP 86, OSP Paris 1, OSP Paris 20, OSP Schaeffer d'Aubervilliers, OTSP Vitry, Droits Devant, Gilets Noirs en lutte, Syndicat des travailleurs-euses sans-papiers de Rennes, OELGPS de Lyon

OGT, ONT, ONT-SO, Émancipation tendance intersyndicale, FSU, SAF, Union Syndicale Solidaires,

Accueil Réfugiés Bruz, Ah Bienvenue Olandestins, Artisans du monde 08, autremonde, Association Bagagère, ACE 85, AODA, ACORT, ACTIT, AdN, ADTF, Association embrunaise « Chemins Pluriels », AEFJN, AFD International, AFJD, AMDH Paris-IDF, AMF, APOED, ASIAD, ATMF, ATTAO, autremonde, Carré Geo & Environnement, Cedetim, Cent pour un pays d'Apt, Centre Anacaona Droits Humains Haïti, Citoyens Solidaires 08, Collectif Chabatz d'entrer de Limoges, Collectif de défense des jeunes du Mantois, Collectif Faty Koumba, CIVOR, Collectif Icare 06, Collectif La Chapelle Debout, Collectif Loire « Pour que personne ne dorme à la rue », Collectif MigrantEs Bienvenue 84, Collectif pour l'égalité des droits-Rive droite, Collectif Réfugiés de Vaucluse, Collectif de soutien de l'EHESS aux sans-papiers et aux migrant-es, Collectif Paris 20ème Solidaire avec tout-e-s les migrant-e-s, Collectif Vérité et Justice pour Ali Ziri, Collectif vigilance pour les droits des étrangers Paris 12, Comité Adama, Comité Justice et Vérité pour Lamine Dieng, Coordination Iséroise de Solidarité avec les Étrangers Migrants, Copaf, CRID, CRIDEV, CRILDHT, D'ailleurs nous sommes d'ici Bas-Rhin, DEOLIO-Femmes, D'ici ou D'Ailleurs Rennes, DAL, DIEL, Emmaüs France, EGM, EGM Kayes-Mail, Extinction Rébellion Rennes, Fasti, FOPE 08, FTOR, Femmes Égalité, Femmes en lutte 93, Femmes Plurielles, Fondation Franz Fanon, FUIQP, Gisti, Habitat et Citoyenneté, INFLEchir, Jarez Solidarités, L'Auberge des Migrants, LDH, Marche des Solidarités, MAN, Mouvement de la Paix, MRAP Paris d'Exil, Planning Familial 08, Quartiers Nordis Quartiers Forts, Québricac Migrants Solidarité, RESF, RESOME, REMOD, Réseau Foi et Justice Afrique Europe, Réseau IDD, Roya Citoyenne, RUSF Paris 1, RUSF Paris 8, Soutien Migrants collectif 08, Survie, Syndicat des Quartiers Populaires, TPO Maison Solidaire, UJFP, UTAO, United Migrants, Utopia, Vallées solidaires 08, WISE, ZSP18,

EÉLV, Ensemble, FA, GAT Réfugiés migrants F185, NPA, POF, POOF, PEPS, PG, PIR, SKB, UCL 77

Nous, Collectifs de Sans-Papiers et MigrantEs, Syndicats, Associations, Collectifs de solidarité, États Généraux des Migrations, Marche des Solidarités appelons à des manifestations et rassemblements le 18 décembre, journée internationale des migrantEs.

Nous marcherons toutes et tous ensemble pour affirmer avec encore plus de vigueur : « Egaux, Egales, personne n'est illégal ».

Nous marcherons pour la ratification par la France de la « convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille » adoptée par l'ONU le 18 décembre 1990 et qui vise à garantir l'égalité de traitement entre travailleurs et travailleuses françaisEs et immigréEs.

Nous marcherons pour stopper la montée des nationalismes, le développement du fascisme et de toutes formes de racisme.

Nous marcherons en mémoire des dizaines de milliers de femmes, d'enfants et d'hommes mortEs sur les routes de la migration, victimes des frontières et des politiques meurtrières des gouvernements des pays les plus riches de la planète et de leurs complices.

Nous marcherons pour la liberté de circulation, pour la fin du système de Dublin, l'abandon de la Directive retour et la fermeture des centres de rétention.

Nous marcherons contre l'idée fausse que l'immigration crée du dumping social, pour la régularisation des sans-papiers et pour l'égalité des droits de toutes et tous.

Nous marcherons pour soutenir et amplifier les grèves et luttes des Sans-Papiers pour obtenir leur régularisation et la justice sociale.

A l'heure où le gouvernement annonce des mesures sans précédent : immigration « choisie », privation - pour les demandeurs d'asile - d'accès à la protection maladie pendant les trois premiers mois après le dépôt de leur demande, durcissement des conditions d'accès à l'Aide Médicale d'État (AME), nous marcherons pour affirmer que l'égalité ne se discute pas, elle doit être mise en œuvre, maintenant.

C'est la précarisation générale et la remise en cause des acquis sociaux par les politiques répressives et d'austérité menées par les gouvernements successifs, spécialement celui d'Emmanuel Macron, qui exacerbent les discours de haine, accroissent la pauvreté et le repli sur soi dans la population.

C'est en luttant ensemble que nous pourrons nous battre efficacement pour une société meilleure, solidaire et égalitaire.

8/ De la part de Serge Seninski

Un complément utile au point 4 de l'ordre du jour de la réunion du 11/12 de la commission Migrations " Débats de fond, en cours ou à engager : où en est-on ? "

Trois textes récents qui rappellent le contexte général social et écologique où se situent les migratoires aujourd'hui.

- « Crise climatique : de COP en COP, le cataclysme se rapproche » texte de Daniel Tanuro (25/11/2019) sur le site « Europe Solidaire Sans Frontières » "<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article51295>
- « Une écologie décoloniale » de Malcolm Ferdinand - éditions du Seuil (10/2019) - Voir l'interview de l'auteur sur Libération du 8/12/2019 (pages 22 & 23)
- « La tropicalisation du monde » de Xavier Ricard Lantana - Editions PUF (10/2019) pour repenser les relations entre Nord et Sud

9/ De la part d'Evelyne Perrin et "Solidaires 94" : 1ères régularisations arrachées par la lutte des SP de Chronopost94

Conflit des travailleurs sans-papiers Chronopost d'Alfortville Premières régularisations !

Communiqué

En lutte depuis le 11 juin, les travailleurs sans-papiers mobilisés devant l'agence Chronopost d'Alfortville viennent d'obtenir les premières régularisations auprès de la Préfecture du Val de Marne.

Alors que l'employeur principal, Chronopost (et donc La Poste), et ses sous-traitants, refusent obstinément d'assumer leurs responsabilités, des contacts entre les représentants des travailleurs en lutte et la préfecture du Val de Marne ont permis de parvenir au dépôt des dossiers des grévistes, et d'obtenir ce jour les 5 premières régularisations avec autorisation de travail.

Concernant la régularisation de tous les autres travailleurs de Chronopost dont le dossier a été déposé, les discussions avec la préfecture se poursuivent.

Les dossiers des travailleurs sans-papiers d'autres entreprises qui soutiennent la lutte des Chronopost feront également l'objet d'un dépôt ultérieur.

Au regard de ces premières avancées, la mobilisation se poursuit, et la solidarité militante et matérielle au piquet est toujours aussi déterminante, en particulier pour assurer les moyens de lutte et de protection contre le froid !

Ce soutien est l'outil majeur pour gagner !

➤ Passer voir les travailleurs en lutte : 2 chemin de Villeneuve-ST- Georges, Alfortville

➤ Pétition de soutien : <http://chnq.it/XWfPJQyNBB>

➤ Soutien financier : <https://www.lepotsolidaire.fr/pot/7g909is1>

Le communiqué ci-contre annonce les 5 premières régularisations avec autorisation de travail de camarades « sans papiers » de Chronopost Alfortville, obtenues ce matin à la préfecture du 94 à Créteil.

Les discussions avec la préfecture du Val de Marne se poursuivront dans les prochains jours pour les autres camarades concernés.

A ce stade, nous nous en tiendrons à ce communiqué.

Merci encore pour vos soutiens qui permettent ces avancées positives dans la lutte, et à très bientôt sur le piquet et dans la rue.

C'est pourquoi nous vous communiquons également le tract qui sera diffusé par nos camarades sans papiers en lutte lors des manifs en défense des retraites du 5, celle du 6 à Créteil Eglise, et celles des jours suivants....

Comme disent les camarades "On est là" !

Fraternellement

Jean-Louis Marziani - Solidaires 94

